

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
78000 Versailles

Versailles, le 27/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



MCC (ex EXPRIM)

18, Rue de la Fontaine Chaude
ZA Ouest
78660 ABLIS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement MCC (ex EXPRIM) implanté 18, Rue de la Fontaine Chaude ZA Ouest 78660 ABLIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MCC (ex EXPRIM)
- 18, Rue de la Fontaine Chaude ZA Ouest 78660 ABLIS
- Code AIOT dans GUN : 0006510717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société MCC est spécialisée dans l'impression d'étiquettes par héliogravure (impression en creux). Les étiquettes sont destinées à être apposées sur des contenants de produits alimentaires, en particulier sur des bouteilles d'eau minérale.

Les produits entrant dans le cycle d'impression sont essentiellement inflammables ou combustibles :

- des bobines de film de polypropylène à imprimer et imprimées ;
- des encres ;
- un diluant pour les encres, l'acétate d'éthyle.

Les principaux enjeux du site sont liés aux émissions atmosphériques de COV (solvants et encres) et au risque incendie.

Les activités du site relèvent notamment du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques), elles sont soumises à la directive IED et doivent prendre en compte les meilleures techniques disponibles (MTD). Le dossier de réexamen IED, déposé suite à la parution de la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les nouvelles MTD, est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'inspection précédente (03/07/2018) ;
- la prévention de la pollution atmosphérique ;
- la prévention de la pollution aqueuse ;
- la prévention du risque incendie ;
- la gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.2.2	/	Lettre de suite préfectorale
Plan	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.5	/	Lettre de suite préfectorale
Besoins en eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3	Inspection du 03/07/2018 : lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3	Inspection du 03/07/2018 : lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Réserve de produits	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 2.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.6.5	/	Lettre de suite préfectorale
Respect VLE rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 4.3.9	Inspection du 03/07/2018 : lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Registres relatifs à l'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 5.5	/	Lettre de suite préfectorale
Exutoires des rejets atmosphériques et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Dispositions générales sur les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 9.2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.7	Inspection du 03/07/2018 : lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Emissions atmosphériques diffuses	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.6	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Srocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.6.3	/	Sans objet
Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 4.3.5	/	Sans objet
Respect des VLE en concentration des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.4	/	Sans objet
Respect des VLE en flux des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le nombre et la nature des écarts relevés à l'issue de cette inspection. Il est rappelé que la responsabilité de l'exploitant est engagée en cas d'absence de mise en place, dans les meilleurs délais, des actions correctives en réponse aux constats réalisés lors de cette visite d'inspection et que les mesures et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement pourraient alors être proposées.

A noter que le dossier de réexamen IED est en cours d'instruction et qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé afin notamment de renforcer les prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique.

Sur ce sujet, l'inspection a notamment constaté que :

- aucun dépassement en concentration ou en flux de COV en sortie de l'oxydateur n'a été relevé lors du dernier contrôle (mai 2021) ;
- la fréquence de contrôle de rejets atmosphériques n'est pas respectée ;
- l'oxydateur thermique est en panne depuis le 16 mars 2022 et la production s'est poursuivie sans aucun traitement alternatif ;
- les émissions canalisées issues de la laveuse n'ont pas été contrôlées et l'exutoire associé ne permet pas une bonne diffusion ;
- les émissions diffuses issues de la laveuse n'ont pas été évaluées.

Il convient de procéder en priorité aux réparations nécessaires à la remise en route de l'oxydateur thermique.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre les risques explosion et incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant ne possède pas de documents (plan) permettant d'identifier les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion (zone ATEX). Il est cependant précisé que la rédaction d'un plan permettant ce type d'identification est en cours de réalisation avec le SDIS. Lors de la visite de site, l'inspection a pu constater la présence d'indications, aux entrées et sorties des zones, des pictogrammes relatifs aux EPI qui doivent être portés ainsi qu'un affichage ATEX au niveau de la zone de la laveuse dans le local d'encre et solvants. Ces consignes ne sont cependant pas retranscrites sur un plan de secours. Conclusion : Absence de plan présentant les zones de danger.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Autre, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : Un plan schématique, conforme à la norme NE S 60-302, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité, doit être apposé.
Constats : Le plan du site présenté par l'exploitant ne comporte qu'une partie des informations imposées dans le cadre de l'article 7.7.5 susvisé, en particulier les dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité sont manquants. Conclusion : Le plan du site ne fait pas apparaître l'ensemble des informations visées à l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/2007.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Besoins en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : NC1 relevée le 03/07/2018 : « L'exploitant doit transmettre à l'inspection le justificatif des débits simultanés de ses poteaux incendie et compléter en cas de besoin ses moyens en eau. » Art 7.7.3 : « L'établissement doit disposer de ressources en eau suffisantes et d'une fiabilité contrôlée. [...] L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• le réseau d'adduction d'eau fournit au moins 180 m³/h d'eau sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, [...] Les 2 poteaux d'incendie sont implantés en respectant les distances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 mètres au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par les chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir,• 150 mètres au maximum entre chaque hydrant par les voies de desserte,• 5 m au plus du bord de la chaussée. Les moyens de défense extérieure contre l'incendie de l'établissement doivent être réceptionnés dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours. S'il s'agit de nouveaux hydrants, l'exploitant fournit à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de Versailles une attestation délivrée par l'installateur de poteaux ou des bouches d'incendie faisant apparaître la conformité à la norme NF S 62-200 et précisant : <ul style="list-style-type: none">• le débit minimal de l'appareil (ou simultané des appareils),• les pressions (statiques, dynamiques). Un exemplaire de ce document doit être transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours. Les besoins en eau nécessaires au fonctionnement des moyens de secours privés pourront être pris en alimentation directe sur le réseau d'adduction d'eau, sous réserve que le Service Départemental d'Incendie et de Secours dispose d'un débit de 180 m ³ d'eau par heure en cas de sinistre. »
Constats : La défense incendie est assurée par deux poteaux incendie communaux. Le dernier contrôle des poteaux a été réalisé le 29 juillet 2020 par la société ROVE BERI. En simultané, les poteaux fournissent au moins 180 m ³ /h d'eau sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'exploitant indique qu'un 3ème poteau est situé à proximité du site, mais celui-ci n'a pas été contrôlé. Conclusion : La fréquence de contrôle annuelle des poteaux incendie n'a pas été respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : NC2 relevée le 03/07/2018 : « L'exploitant doit installer une détection incendie sur sa machine DM6 ou assurer une protection incendie équivalente. »</p> <p>Art 7.7.3 : « L'établissement doit disposer de ressources en eau suffisantes et d'une fiabilité contrôlée.</p> <p>Au niveau des imprimeuses, les moyens de détection et de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent :</p> <ul style="list-style-type: none">• des moyens fixes de détection de flamme judicieusement répartis à proximité des postes de préparation des encres, des circuits de transport de solvant, des rotatives, des postes de nettoyage du matériel, des zones de stockage de papier et de solvant. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits ou matériaux concernés ;• des dispositifs d'extinction automatique ou manuels appropriés répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;• tout autre moyen de détection ou d'extinction jugé adéquat. Leur position, capacité et nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant et au besoin en conformité avec les règles professionnelles d'usage. <p>[...]</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les imprimeuses sont équipées d'un système d'extinction au CO2, <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. <p>[...]"</p> <p>Constats : L'exploitant présente la facture n°VFA 101259729 du 17/07/18 relative à l'installation d'un système de détection et d'extinction automatique (13200€).</p> <p>L'alarme est reliée à une société de télésurveillance qui se charge de la levée de doute et de contacter le responsable de fabrication, le responsable maintenance et le directeur. Selon l'exploitant, les responsables de fabrication et de maintenance sont en mesure de se rendre sur place en une vingtaine de minutes.</p> <p>L'exploitant présente également le rapport de contrôle du système réalisé par Eurofeu le 02/06/21. Celui-ci indique que le dispositif associé à la machine 8NGV est hors-service. L'exploitant indique que les réparations ont été réalisées dans le mois qui a suivi le contrôle mais n'est pas en mesure de présenter les justificatifs le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection constate la présence du dispositif à proximité de la machine.</p> <p>Enfin, l'exploitant déclare avoir mis en place, depuis janvier 2022, un audit de sécurité du dispositif. Ce contrôle est réalisé en interne tous les mois et est consigné dans un registre.</p> <p>Conclusion : Le rapport de contrôle du dispositif de détection et d'extinction automatique associé à la machine 8NGV indique que ce dispositif est hors-service. L'exploitant n'a pas présenté les justificatifs de réparation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Réserve de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : L'exploitant n'a pas identifié les produits ou matières consommables utilisés pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants, produits de neutralisation, filtres, pièces de rechange pour l'oxydateur, sondes de rechange ...). Il indique ne pas avoir de produits/substances inhibiteurs pour assurer la protection de l'environnement en cas de déversement accidentel des solvants utilisés sur le site et ne tient pas à jour, à travers un processus d'achat ou autre, ses réserves de produits inhibiteurs, produits de neutralisation, etc. Concernant l'oxydateur, l'exploitant précise qu'il possède un contrat de maintenance avec une société afin de pallier des pannes ou problème sur ce dispositif. Seul le fabricant est autorisé à intervenir sur l'installation. Aucune pièce de rechange permettant une intervention rapide par leur soin n'est présente sur le site. En cas de dysfonctionnement, l'exploitant indique avoir mis en place un plan de production allégé pour limiter les émissions atmosphériques. Ces consignes n'ont pas pu être présentées le jour de l'inspection. Aucun traitement alternatif n'est prévu (cf points de contrôles relatifs aux rejets atmosphériques ci-dessous). Conclusion : L'exploitant n'a pas identifié les produits ou matières consommables utilisés pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants, produits de neutralisation, filtres, pièces de rechange pour l'oxydateur, sondes de rechange ...). En cas de besoin et/ou de dysfonctionnement, la disponibilité de ces éléments n'est pas garantie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Srocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Produits chimiques, Maîtrise des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : La présence dans les ateliers de matières dangereuses où combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Le stockage des solvants volatils doit être réalisé à l'abri du soleil. Les stocks de produits inflammables (solvants) sont limités à la stricte nécessité de l'exploitation. Ces stocks sont : <ul style="list-style-type: none">- soit placés dans des armoires, métalliques ou constituées de matériaux ignifugés,- soit isolés par des murs coupe-feu de degré deux heures des machines de production et des locaux destinés au stockage de papiers ou de cartons.
Constats : L'état des stocks est obtenu par extraction d'un logiciel interne. Il est intégré au PGS. Il n'a pas été constaté de stockage en quantité supérieure aux nécessités de l'exploitation et aux volumes autorisés. Pour le stockage, le site dispose : <ul style="list-style-type: none">• d'un bâtiment dédié aux cylindres et produits finis situé à l'entrée du site et éloigné du reste des bâtiments. Une cuve de fioul, destinée à alimenter le chariot élévateur, y est également stockée ;• d'un local pour les encres et solvants séparé du reste du bâtiment par un mur coupe feu. Les produits dangereux sont ainsi stockés à l'abri du soleil. Dans le local encres et solvants, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">• que le stockage est organisé de manière à éviter les problèmes d'incompatibilité ;• que les étiquetages sont conformes au règlement CLP ;• le mur coupe-feu est en bon état ;• la présence d'extincteurs contrôlés récemment ;• la présence d'une ventilation ;• la laveuse a été remise en fonctionnement après 4 ans d'inactivité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution aqueuse
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir ; - 50% de la capacité des réservoirs associés. [...]
Constats : L'inspection constate que 2 GRV sont stockés hors rétention dans le local encres et solvants. Ces GRV contiennent des encres relativement visqueuses. L'inspection constate également que la cuve de fioul est associée à une rétention de capacité insuffisante. L'exploitant indique que cette cuve est équipée d'une double peau (confirmé par la plaque sur la cuve) mais sans alarme entre les deux peaux. Ainsi, l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer que la première peau est en bon état. Conclusion : Deux GRV sont stockés hors rétention dans le local encres et solvants. La cuve de fioul, équipée d'une double peau sans alarme de détection de fuite, est associée à une rétention de capacité insuffisante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Réseau eaux pluviales situé sur la rue de la Fontaine Chaude
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures associé à un bassin de rétention de 225 m ³ et à une vanne d'isolement
Milieu naturel récepteur	Ru du Perray
Autres dispositions	Formation et information des salariés à la conduite à tenir en cas de renversement accidentel

Tout rejet direct (à part celui des eaux vannes) ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

Constats :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent bien au point de rejet qui présente les caractéristiques décrites à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2007.

Un séparateur d'hydrocarbures associé a bien été identifié par l'inspection des installations classées ainsi qu'une vanne d'isolement comportant la signalétique associée (sens de fermeture de la vanne).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect VLE rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution aqueuse
Prescription contrôlée : NC3 relevée le 03/07/2018 : « L'exploitant doit s'assurer de la conformité de ses rejets d'eaux pluviales. » Remarque 4 relevée le 03/07/2018 : « Les rapports d'auto-surveillance doivent être mieux documentés, notamment le délai entre la prise d'échantillon et la dernière pluie. » Art 4.3.9: « La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 3 750 m2. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) MES : 30mg/l DCO : 50 mg/l HTC totaux : 5 mg/l » Constats : L'exploitant présente le rapport du dernier contrôle de la qualité des eaux pluviales réalisé par SYPAC le 14/01/22. Celui-ci relève une concentration en DCO de 373 mg/l. Le rapport ne comporte aucun commentaire et aucune précision quant à la dernière pluie. L'exploitant indique que le contrôle a été réalisé en pleine période de pluie et que la cause du dépassement n'a pas été identifiée. L'inspection constate que le bassin vers lequel les eaux sont dirigées avant rejet présente de la végétation et des matières végétales flottantes. L'exploitant indique que le laboratoire a prélevé de l'eau directement dans le bassin et non au niveau du conduit surélevé. La forte concentration en DCO peut être liée à la présence des matières végétales. Conclusion : Le dernier rapport de contrôle de la qualité des eaux pluviales relève un dépassement en concentration de DCO et l'exploitant n'a pas procédé à la recherche des causes de ce dépassement. Il conviendrait de : <ul style="list-style-type: none">• prélever simultanément un échantillon d'eau au niveau du conduit de rejet surélevé et directement au niveau du bassin pour identifier l'impact de la végétation sur la qualité du rejet ;• procéder à l'entretien du bassin et s'assurer du bon état du liner.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Registres relatifs à l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 5.5
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets produits sur site
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient. Ce registre contient a minima les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement fixant la nomenclature des déchets,- la date d'enlèvement,- le tonnage des déchets,- le numéro du bordereau de suivi des déchets émis,- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et H-B de la directive 75/442/CE du 15 juillet 1975,- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale,- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets

ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités,

- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-49 à R. 541-614 du Code de l'Environnement relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets,
- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale,
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-49 à R. 541-61 du Code de l'Environnement.

Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est conservé pendant une durée minimale de cinq ans.

Constats : L'exploitation a présenté, au format papier, le registre des déchets du site. Aucun registre numérique n'existe.

Le registre papier est tenu à jour régulièrement mais présente plusieurs anomalies :

- les codes déchets ne sont pas correctement renseignés pour la majorité d'entre eux (rédaction non conforme à celle de la nomenclature déchet) ;
- les numéros des BSD présentent des irrégularités (absence de numéro, numéro remplacé par une date) ;
- aucun astérisque, symbolisant le caractère dangereux du déchet, n'a été identifié sur le registre de l'exploitant. Il est donc impossible d'identifier les déchets dangereux qui ont été émis ;
- seule la première installation de destination de déchet apparaît. L'ensemble de la chaîne de traitement n'est pas retrouvée. L'exploitant indique que les informations relatives à l'installation finale sont disponibles via les factures, les BSD et les bilans annuels transmis par les traitants de déchet.

L'inspection rappelle que le producteur du déchet est responsable de son déchet jusqu'à son élimination finale et qu'il est donc nécessaire de disposer d'un registre autoportant pour s'assurer de la traçabilité du déchet jusqu'à l'élimination. Pour information, l'outil Trackdéchet permet, à partir des données renseignées via l'outil, d'exporter un registre déchet exhaustif.

L'exploitant précise qu'il utilise l'outil Track-déchet pour assurer une traçabilité de ses déchets.

Conclusion :

Le registre des déchets ne recense pas l'ensemble des installations dans lesquelles les déchets ont été entreposés, reconditionnés, transformés ou traités. Les numéros des BSD ainsi que les codes déchets (en particulier « * ») doivent être correctement renseignés.

L'exploitant transmettra l'extraction des données 2022 issues de Trackdéchet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Exutoires des rejets atmosphériques et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Art. 3.2.2 : «

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité maximale	Combustible
<u>1</u> (sortie épurateur thermique régénératif)	<u>3 imprimeuses</u>	<u>30 000 Nm³/h</u>	<u>Gaz naturel</u>

Le fonctionnement des imprimeuses est asservi au fonctionnement de l'épurateur thermique régénératif.

Constats : L'inspection constate que les imprimeuses sont reliées à l'oxydateur.

Selon l'exploitant, la température au sein de l'oxydateur est mesurée en continu mais l'extraction du suivi de ce paramètre depuis le 1er janvier 2021 jusqu'à la panne n'a pas pu être présenté.

L'oxydateur est en panne depuis le 16 mars 2022. Aucun traitement alternatif n'est prévu en cas de dysfonctionnement. L'exploitant indique que, dans ce cas, la production est réduite, mais il n'est pas en mesure de présenter des procédures ou consignes encadrant ce type de situation.

Conclusion : L'oxydateur est en panne depuis le 16 mars 2022. Le fonctionnement des imprimeuses n'est pas asservi au fonctionnement de l'épurateur thermique régénératif. Aucun traitement alternatif n'est prévu en cas de dysfonctionnement.

L'exploitant transmettra l'extraction du suivi de la mesure en continu de la température au sein de l'oxydateur depuis le 1er janvier 2021 jusqu'à la panne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dispositions générales sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p> <p>La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p>
Constats : La laveuse, qui a été remise en route après 4 ans d'inactivité, n'est reliée à aucun système de traitement. Son exutoire est horizontal, presque à hauteur d'homme et dirigé vers la route de Prunay.
A l'ouverture de la laveuse, une forte odeur de solvant a été sentie par l'inspection.
Ce rejet n'est pas encadré par l'arrêté préfectoral (cf exutoires identifiés à l'article 3.2.2) et, au vu de sa conformation, ne permet pas une bonne diffusion des émissions. Ce rejet n'a pas fait l'objet de prélèvement lors du dernier contrôle des émissions atmosphériques. Selon le PGS, la quantité d'acétate utilisée par la laveuse (moins de 4 tonnes par an) est négligeable devant la quantité totale utilisée sur le site (239,3 tonnes). Les émissions diffuses liées à cet équipement n'ont pas été évaluées.
L'exploitant indique qu'un projet est en cours pour raccorder ce rejet à l'oxydateur.
Conclusion : <p>L'exutoire associé à la laveuse n'est pas encadré par l'arrêté préfectoral et ne permet pas une bonne diffusion des émissions. Les émissions de cet exutoire n'ont pas été évaluées (contrôle des émissions canalisées à contrôler et émissions diffuses à évaluer). L'exploitant doit transmettre un planning de raccordement du rejet à l'oxydateur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Respect des VLE en concentration des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.4											
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique											
Prescription contrôlée : Les rejets issus des imprimeuses doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). :											
<table><tr><th>Concentrations instantanées en mg/Nm³</th><th>Conduit n° 1</th></tr><tr><td>NO_x en équivalent NO₂</td><td>1 mg/Nm³</td></tr><tr><td>CH₄</td><td>50 mg/Nm³</td></tr><tr><td>CO</td><td>15 mg/Nm³</td></tr><tr><td>COV non méthanique exprimé en carbone total</td><td>20 mg/Nm³ ou 30 mg/Nm³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %</td></tr></table>	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1	NO _x en équivalent NO ₂	1 mg/Nm ³	CH ₄	50 mg/Nm ³	CO	15 mg/Nm ³	COV non méthanique exprimé en carbone total	20 mg/Nm ³ ou 30 mg/Nm ³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1										
NO _x en équivalent NO ₂	1 mg/Nm ³										
CH ₄	50 mg/Nm ³										
CO	15 mg/Nm ³										
COV non méthanique exprimé en carbone total	20 mg/Nm ³ ou 30 mg/Nm ³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %										
La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.											
Constats : Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé le 31/05/21 par l'APAVE. Il ne porte que sur les rejets en sortie de l'oxydateur.											
Aucun dépassement en concentration n'est constaté.											
Type de suites proposées : Sans suite											
Proposition de suites : Sans objet											

Nom du point de contrôle : Respect des VLE en flux des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.5													
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique													
Prescription contrôlée : Art 3.2.5 : « Prélèvement et analyse semestriel par organisme compétente Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :													
<table><tr><th></th><th>Conduit n° 1</th></tr><tr><td>Flux</td><td>g/h</td></tr><tr><td>NO_x en équivalent NO₂</td><td>20</td></tr><tr><td>CO</td><td>450</td></tr><tr><td>COVNMt</td><td>600 ou 900 si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %</td></tr><tr><td>CH₄</td><td>1500</td></tr></table>		Conduit n° 1	Flux	g/h	NO _x en équivalent NO ₂	20	CO	450	COVNMt	600 ou 900 si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %	CH ₄	1500	
	Conduit n° 1												
Flux	g/h												
NO _x en équivalent NO ₂	20												
CO	450												
COVNMt	600 ou 900 si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %												
CH ₄	1500												
Constats : Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé le 31/05/21 par l'APAVE. Il ne porte que sur les rejets en sortie de l'oxydateur.													
Aucun dépassement en flux n'est constaté.													
Type de suites proposées : Sans suite													
Proposition de suites : Sans objet													

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Rejet N° 1 : sortie épurateur thermique régénératif

Rejet N° 1

Paramètre	Autosurveillance	Prélèvements et analyses par un organisme compétent
Débit	/	Semestrielle
Température incinérateur	Mesure en continu	
NOx en équivalent NO ₂	/	
CH ₄	/	
CO	/	
COV non méthanique exprimé en carbone total	/	

Constats : Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé le 31/05/21 par l'APAVE.

Conclusion : La fréquence de contrôle (semestrielle) des rejets atmosphériques n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Remarque 1 relevée le 03/07/2018 : « L'exploitant doit transmettre un plan de gestion des solvants comprenant l'ensemble des hypothèses de calcul ainsi que le détail des COV CMR. » Remarque 2 relevée le 03/07/2018 : « La première alerte sur la défaillance de l'oxydateur de l'exploitant date du 25/01/18, le calcul des émissions supplémentaires doit se faire, a minima, à partir de cette date. » Remarque 3 relevée le 03/07/2018 : « L'exploitant s'assurera de déclarer les émissions de COV supplémentaires dû à la panne de l'oxydateur dans sa déclaration GEREPP 2018. » Art 3.2.7 : « L'exploitant doit mettre en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants et prenant en compte les quantités et teneurs en solvants mises en œuvre dans les produits consommés. Le plan de gestion des solvants est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagné des actions visant à réduire la consommation de solvants. » Constats : Les équipes de direction et HSE ayant changé en 2020, l'exploitant indique avoir souhaité se faire accompagner dans la réalisation du PGS. Elle a été sous-traitée à la société APAVE, qui s'est rendue sur le site et qui a obtenu les informations nécessaires à l'élaboration du PGS par l'exploitant (FDS, liste des substances, bilan massique des déchets, ...). Une version projet du PGS a été présentée le jour de l'inspection. La version finale a été récupérée via la déclaration GEREPP du 31 mars 2022. La modification du PGS de 2018 n'a pas été analysée par l'inspection. Selon le PGS, aucune substance ou mélange de COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ou présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F n'a été recensée par la société MCC. Il présente un bilan des entrées et sorties des solvants et fait apparaître le détail des méthodologies des calculs mis en œuvre. Une comparaison avec les résultats de l'année précédente est intégrée. Il n'évoque aucune panne de l'oxydateur thermique pour l'année 2021 et ne compte donc pas les jours de dysfonctionnement de celui-ci. De ce fait, les rejets atmosphériques supplémentaires éventuels en lien avec un arrêt de l'oxydateur n'ont pas été pris en compte. En revanche, l'exploitant a indiqué que l'oxydateur est en panne depuis le 16 mars 2022. Cet événement devra apparaître dans le prochain PGS. Conclusion : Le PGS 2022 devra évaluer les émissions de COV supplémentaires dû à la panne de l'oxydateur survenue le 16 mars 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser : <ul style="list-style-type: none">• 25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an,• 20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an. L'exploitant met en place les actions suivantes visant à limiter les émissions diffuses : l'usage des couvercles sur les contenants (bidons d'encre, de vernis et de solvant) aux différents stades de travail, la réduction des écoulements sur les zones de rétention lors des remplissages. [...]
Constats : Le PGS 2021 conclut que les émissions diffuses représentent 16,18 % de la quantité totale de solvants utilisés, contre 11,9 % en 2020, alors que la quantité de solvant utilisée a diminuée. Cette augmentation d'émission n'est pas expliquée par l'exploitant. Enfin, l'APAVE propose 9 pistes pour réduire les émissions de COV. L'exploitant n'a pas communiqué à l'inspection son positionnement par rapport à ces recommandations. Conclusion : L'exploitant ne s'est pas positionné par rapport aux recommandations faites par l'APAVE pour réduire les émissions de COV. Les émissions diffuses issues de la laveuse n'ont pas été évaluées dans le PGS 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale